

P705187



LA MAIN DANS LA MAIN. BUREAU DE DEPOT: 5000 NAMUR. ED- RESP.: ANDREE DEFAUX, RUE PEPIN, 64, 5000 NAMUR. PRIX: 1€. MENSUEL N°314. Avril 2014.



LUTTES  
SOLIDARITES  
L • S • T TRAVAIL



## SOMMAIRE

- P.2** *ANDENNE – VOUS AVEZ DIT « CAPITALISME ? »*  
Le groupe des jeunes d'Andenne visite le musée du capitalisme à Namur.
- P.3** *CINEY-MARCHE – UN CHEMIN VERS LE DIALOGUE ET LA CONFIANCE*
- P.4 /5** *NAMUR – NAMUR VEUT REGLEMENTER LA MENDICITE ?*  
Lettre au bourgmestre et aux échevins
- P.6** *NOS DROITS - LA SECURITE SOCIALE*  
Quels enjeux ?
- P.7** *NAMUR – HORS CADRE*  
Un parcours d'artistes
- P.8** *FEDERATION - CA SE PASSE*  
Ici et là on se mobilise

## LA MENDICITÉ, CONDAMNER LES PAUVRES !

### EDITORIAL

"Sherwoodisation", nouveau mot pour dire un phénomène particulièrement inquiétant qui se développe comme la peste brune, d'une commune à l'autre, la répression de la mendicité, et le renvoi des pauvres dans des lieux "hors de la ville". Hors du centre - ville, en tous cas.

En fait, le phénomène est bien plus large, il convient de lui rendre sa dimension réelle. Après le hors du logement, hors de la famille, hors de l'emploi, hors de l'école, hors de l'hôpital, hors de la sécurité sociale et de l'aide sociale, hors de... qu'est-ce qui reste? Sinon hors de la société!

LST a voulu dire, en séance, au Conseil communal de Namur l'analyse des pauvres, et du plus pauvre, en particulier, sur le choix politique d'un contrôle de plus en plus répressif de la mendicité. Nous questionnons, avec cet appel, tous les pouvoirs locaux qui prennent des décisions dans ce sens.

Il est clair que c'est la pointe d'un iceberg dont la dimension nous inquiète profondément.

Des militants

**Que celui ou celle qui sait lire,  
lise et PARTAGE ce JOURNAL  
avec celui ou celle qui n'a pas pu apprendre à LIRE**

ANDENNE

VOUS AVEZ DIT « CAPITALISME » ?



**LE SAMEDI 05 AVRIL DERNIER, LE GROUPE DES JEUNES DE LST ANDENNE S'EST RENDU AU MUSEE DU CAPITALISME A NAMUR**

Les jeunes en pleine visite

Lors de nos dernières rencontres jeunes, nous avons discuté du capitalisme ou plutôt nous nous demandions ce que signifiait ce mot qu'on entend souvent ? Nous avons donc décidé d'en apprendre un peu plus en allant visiter ce musée temporaire dans les locaux de la bibliothèque universitaire de Namur.

Nous avons été guidés tout au long de la visite par des étudiants qui ont pensé et créé ce musée. « L'IDEE DE CREER UN MUSEE DU CAPITALISME NOUS EST VENUE LORS D'UNE VISITE AU MUSEE DU COMMUNISME A PRAGUE. DE RETOUR EN BELGIQUE, NOUS AVONS REALISE QU'IL N'EXISTAIT AUCUN MUSEE DU CAPITALISME DANS LE MONDE,... ....LE SUJET RESTE TROP INACCESSIBLE.... SI LE TERME « CAPITALISME » EST SOUVENT UTILISE, IL RESTE PEU EXPLIQUE. EN EFFET, AUJOURD'HUI PLUS QUE JAMAIS, BEAUCOUP MECONNAISSENT LES MECANISMES D'UN SYSTEME AUQUEL ILS PRENNENT POURTANT PART QUOTIDIENNEMENT. .... OUTRE LE FAIT DE CONNAITRE SES ESPOIRS ET SES LIMITES, IL S'AGIT D'AMENER UN ESPACE DE REFLEXION ET DE DISCUSSION SUR LE CAPITALISME..... »<sup>1</sup>

C'était pour certains d'entre nous la première fois que nous allions entrer dans une université... et pour la plupart également dans un musée !

Nous avons pu profiter de cette visite afin d'essayer de mieux comprendre et de poser nos questions mais ce n'était pas évident au départ de cette visite. En effet, notre point de vue n'est pas présent dans ce musée. On ne se sentait pas chez nous. Même si nous nous sentons tout à fait concernés et que nous savons, par notre expérience quotidienne, que c'est une question qui nous regarde profondément, le monde des affaires, des entreprises, du capital. Et nous comprenons bien que nous touchons du doigt l'essentiel d'une organisation tellement injuste. On nous tient tellement loin de tout ça, et, hélas, cette visite et cette manière de l'aborder ne fait pas partie de notre univers. Il faut pourtant qu'on comprenne ! Tout ça nous regarde !

Un jeune du mouvement disait à la sortie : « En fait, ce que j'ai compris, c'est que quelques-uns ont beaucoup d'euros et que nous, on n'en a pas ! Ce n'est pas juste. Pourquoi ? »

Nous en ressortons avec encore beaucoup de questions en tête et l'envie de comprendre comment notre monde tourne. Nous savons, parce que nous la vivons, la violence des (ré)pressions continues dont nous sommes victimes et nous avons des choses à en dire.

Nous poursuivrons nos réflexions et retravaillerons nos questions sur ce sujet, au départ de notre visite, bien sûr, mais surtout enracinés dans nos histoires de vie.

Plus d'infos sur le musée :

Le musée du capitalisme ouvre ses portes jusqu'au 28 juin 2014

Du lundi au samedi de 9h à 17h

A la Bibliothèque Universitaire Moretus Plantin  
19, rue du Grand Gagnage à Namur.

Participation libre et visite guidée sur demande.  
[www.museeducapitalisme.org](http://www.museeducapitalisme.org)

<sup>1</sup> <http://www.museeducapitalisme.org/presentation.php>

Le groupe des jeunes d'Andenne

## UN CHEMIN VERS LE DIALOGUE ET LA CONFIANCE

### LA PEUR DU PLACEMENT

Je suis maman de 7 enfants. Les 4 plus grands, nés d'une première union, ont été placés très jeunes.

A l'époque, on m'avait dit qu'ils étaient placés provisoirement. Mais finalement, ils ne sont jamais revenus malgré le combat que j'ai mené pendant des années pour essayer de les récupérer.

Ce combat, pour le droit de vivre en famille avec mes enfants, s'est poursuivi avec les 3 plus jeunes, nés d'une seconde union.



Très vite des dossiers ont été ouverts au SAJ. Des assistantes sociales venaient toutes les semaines à la maison pour voir si tout se passait bien.

« CA ME METTAIT BEAUCOUP DE PRESSION, TELLEMENT J'AVAIS PEUR DE REVIVRE LE PLACEMENT TEL QUE JE L'AVAIS CONNU AVEC MES AINES. »

Alors, j'ai pris les devants et j'ai décidé de mettre les enfants à l'internat. Comme cela, on ne pouvait pas me contrôler et me faire des reproches sans arrêt sur ma manière de vivre et de les éduquer.

Pour moi, c'était une garantie qu'on ne me les placerait pas. Cela leur a aussi permis d'avoir accès à des activités, des loisirs, des vacances que je n'aurais jamais su leur payer.

Mais je ne les avais plus avec moi que les week-ends et une partie des vacances. Et rarement tous les 3 ensemble.

### LE POIDS DU JUGEMENT

Cette situation a duré plus de 10 ans. J'ai connu des périodes très difficiles et plusieurs services ont été mandatés pour m'accompagner.

*Tous les mois, j'avais une réunion de coordination avec des assistants sociaux et des éducateurs de ces différents services, dont le SAJ et l'internat.*

« PENDANT DE NOMBREUSES ANNEES, J'AI TRES MAL VECU CES REUNIONS. SOUVENT, J'EN RESSORTAIS ENCORE PLUS DEMOLIE, TELLEMENT JE ME SENTAIS JUGEE, TRAITEE D'INCAPABLE, DE MAUVAISE MERE... »

Il y a environ 3 ans, la vie à l'internat a commencé à se dégrader pour mes enfants, notamment à cause de situations de violence.

C'est très dur de savoir que nos enfants ne vont pas bien et de ne pas pouvoir être près d'eux.

Comme je ne me sentais pas du tout entendue lorsque j'interpellais l'internat, les relations avec le personnel se sont également dégradées.

### CONSTRUIRE DANS LE DIALOGUE

J'ai alors demandé à un militant de LST de m'accompagner à ces réunions que nous préparions et évaluions ensemble. Je me sentais soutenue, moins seule.

Aux permanences et à l'atelier famille, j'ai pu aussi échanger avec d'autres sur ce que je vivais, mes peurs et mes questions. Cela m'a permis de voir plus clair et de reprendre confiance en moi.

Comme la situation ne s'améliorait pas à l'internat, j'ai décidé que j'allais reprendre les enfants avec moi à la maison.

L'assistant social de l'internat a vraiment fait pression pour m'en empêcher, disant que j'étais beaucoup trop fragile, que l'internat était la meilleure solution pour que les enfants aillent bien... L'assistante sociale du SAJ disait aussi que je n'y arriverais pas, que ce serait un trop grand changement en une fois.

« MALGRE CES PRESSIONS ET CES JUGEMENTS ET MALGRE MES PROPRES PEURS DE NE PAS Y ARRIVER, J'AI TENU BON. J'AI MAINTENU QUE JE VOULAIS QU'ILS REVIENNENT A LA MAISON. »

Puisque c'était moi qui avais pris la décision de les mettre en internat, je pouvais aussi décider de les reprendre avec moi.

Cela fera bientôt un an et demi qu'ils vivent à la maison. Les débuts ont été difficiles. Il a fallu réorganiser un rythme de vie avec eux et reconstruire une relation au quotidien. Encore aujourd'hui tout n'est pas toujours facile mais je sais que c'est comme cela pour tous les parents.

## NAMUR

Suite de l'article de la page 3

### UN CHEMIN

Au SAJ, il n'y a plus qu'un dossier ouvert pour mon fils, vu que les deux aînées sont majeures.

Il y a quelques semaines l'assistante sociale du SAJ m'a dit « Bravo, Madame, je ne pensais vraiment pas que vous y arriveriez » et elle m'a proposé de clôturer le dossier de mon fils.

Après quelques jours de réflexion, j'ai dit que je préférerais que le dossier reste encore ouvert pendant au moins un an. Mon fils est en pleine adolescence et j'ai peur de ne pas savoir faire face seule.

C'est aussi la peur de l'échec, parce que j'ai vécu à deux reprises des fermetures de dossier qui étaient ré ouverts à peine quelques mois plus tard. Cela a été très difficile à vivre, je perdais toute confiance en moi et je finissais aussi par me considérer comme une incapable.

### POUR SUIVRE DANS LA CONFIANCE

*« QUAND JE REGARDE EN ARRIERE, JE SUIS FIERE DE MOI. J'AI PU PROUVER QUE JE PEUX VIVRE EN FAMILLE AVEC MES ENFANTS. »*

Je suis fière aussi de ne plus avoir peur de dire que j'aurai peut-être encore besoin d'un soutien de la part du SAJ. Ce soutien, s'il se passe dans le respect et la confiance, je n'ai pas envie de le perdre.

Aujourd'hui, malgré toute la souffrance que j'ai vécue pendant des années avec les services, je considère cet appui comme une sécurité. Je préfère poursuivre dans le dialogue et la confiance plutôt que de devoir à nouveau faire appel dans

Ce chemin a été possible parce qu'une relation de confiance s'est doucement construite. J'ai commencé à me sentir en confiance quand j'ai senti que les services croyaient en moi.

Quand les travailleurs sociaux ont souligné aussi ce qui était positif. Quand ils ont accepté de ne plus m'enfermer dans l'image qu'ils avaient de moi. Dans ce que les dossiers disaient de mon passé, de mon histoire.

*« AUJOURD'HUI, J'AI UNE TOUTE AUTRE PLACE DANS LES REUNIONS DE COORDINATION. JE ME SENS PRISE AU SERIEUX, RESPECTEE DANS MON ROLE DE MAMAN. »*

Une militante

## NAMUR VEUT REGLEMENTER

Monsieur le Bourgmestre

Mesdames et Messieurs les échevins et conseillers  
Chers concitoyens,

A l'occasion du 17 octobre 2013, journée mondiale du refus de la Misère, madame Defaux militante du mouvement LST, vous partageait nos préoccupations à propos de la « sécurité d'existence » pour les personnes et familles les plus fragilisées de nos sociétés.

C'est dans le prolongement de notre réflexion du 17 octobre que nous prenons la parole aujourd'hui.

Depuis quelques années nous assistons, dans différentes villes belges, à la mise en œuvre de divers projets qui tantôt organisent la gestion des espaces publics autorisés aux SDF et tantôt interdisent purement et simplement l'occupation de certains lieux par des mendiants.

Dans le cadre du mouvement LST, nous ne pouvons garder le silence à propos de telles situations qui instaurent un « cadre légal » profondément discriminatoire par rapport à des populations qui assument bien souvent une existence extrêmement précaire.

**Loin de nous l'idée de fragiliser des droits fondamentaux déjà tellement « peu solides » en propulsant en modèle un « droit à la mendicité » qui permettrait de supprimer les législations qui garantissent une relative sécurité d'existence pour beaucoup de personnes.**

Ce qui nous préoccupe repose sur ces « existences » déchirées, si souvent gênantes par leur visibilité dans l'espace public.

Des réalités visibles qui montrent qu'au-delà de la pauvreté, de la précarité, c'est la misère qui gagne du terrain pour des parties croissantes de la population.

Comment faire pour assurer sa sécurité d'existence lorsque les solidarités « structurelles », « légales », et les systèmes d'aide sont insuffisants ou tout simplement producteurs d'exclusion et de misère? Des personnes en fin de droit, en pénalisation, pour qui, au mieux, on aura maintenu un « droit » à des bons pour des aides alimentaires ponctuelles.

Après, Bruxelles, Liège, Charleroi, Andenne, et sans doute d'autres villes et communes dans les différentes régions du pays, voici que Namur sort aussi son projet de « réglementation de l'espace » des personnes qui pratiquent la mendicité ».

## LA MENDICITE ?

Est-ce la peur des pauvres telle qu'elle guidait les législateurs des siècles passés à organiser l'enfermement des pauvres dans les dépôts de mendicité qui pousse à de pareils projets?

Les manifestations de la violence produite par la misère sont devant nos portes, à côté des agressions et des violences d'un marché débridé.

Rappelons-nous les dépôts de mendicité dont l'utilisation est « suspendue » depuis 1995.

St Hubert, Merksplas, dans lesquels on continuera d'enfermer des « vagabonds » durant 20 ans malgré l'existence de la loi du minimex, sont dans notre mémoire.

Autant de témoignages de la violence sur les plus pauvres ne peuvent qu'éveiller notre vigilance.

Un droit d'utilisation d'un espace public limité pour certaines catégories de population révèle une ségrégation que nous refusons de passer sous silence.

La « finesse » de certains procédés envisagés pour lutter contre la mendicité dans les cités urbaines transforme ces projets en véritable « racket » des plus pauvres. Les forces de l'ordre ont pour mission de « confisquer » la monnaie gagnée dans un endroit interdit à la mendicité.

Notons encore ces pratiques où les forces de l'ordre ont pour mission de déplacer les « résidents » de la rue vers d'autres lieux.

Faute d'une connaissance véritable des plus pauvres et aussi d'une reconnaissance des responsabilités de la société face à ce qui pousse des hommes et des femmes à la mendicité, on invente des « traitements sociaux » qui se révèlent la plupart du temps inadaptés, voire violents et méprisants.

Telle une sorte « d'amputation » d'une partie importante du corps social, on tente d'évacuer loin des regards ceux et celles dont l'existence est le miroir des inégalités profondes qui poussent une part croissante de la population vers des existences de misère. Nous atteignons des niveaux d'inégalités jamais atteints dans la répartition des biens, des services et des richesses produites dans nos sociétés qui pourtant débordent « d'abondance » pour certains.

Faute d'une connaissance véritable des plus pauvres et aussi d'une reconnaissance des responsabilités de la société face à ce qui pousse des hommes et des femmes à la mendicité, on invente des « traitements sociaux » qui se révèlent la plupart du temps inadaptés, voire violents et méprisants.

Telle une sorte « d'amputation » d'une partie importante du corps social, on tente d'évacuer loin des regards ceux et celles dont l'existence est **le miroir des inégalités profondes qui poussent une part croissante de la population vers des existences de misère.**

Nous atteignons des niveaux d'inégalités jamais atteints dans la répartition des biens, des services et des richesses produites dans nos sociétés qui pourtant débordent « d'abondance » pour certains.

Face à tout cela, nous ne pouvons qu'exprimer nos inquiétudes sur le devenir de nos sociétés. L'histoire nous apprend que le niveau d'humanité d'une société se vérifie aussi dans l'attention qui est accordée aux plus faibles. Il semble que malgré certaines apparences de « bienveillance » le vent souffle dans le mauvais sens.

Cela ne nous empêche pas de porter des espérances fortes et de vouloir construire un monde humain. Nous espérons nous retrouver nombreux autour d'un tel projet.

**Nous demandons que ces règlements particuliers qui constituent des discriminations à l'égard des plus pauvres soient abandonnés.**

A la place, des lieux de dialogues comme ils sont proposés dans « l'accord de coopération » entre les Régions, les Communauté et le Fédéral, qui crée le Service de Lutte contre la pauvreté. Pratique qui traduit une volonté collective de bâtir une société plus juste et plus humaine avec la participation de tous.

Nous vous remercions pour votre accueil et votre attention à nos réflexions.

Luc Lefèbvre



**NAMUR**

**LA SECURITE SOCIALE : QUELS ENJEUX ?**

*LA SÉCURITÉ SOCIALE SERA BIENTÔT RÉGIONALISÉE.*

*TOUT LE MONDE EST CONCERNÉ PAR LA SÉCURITÉ SOCIALE, SANS FORCÉMENT LE SAVOIR !*

**LES REGIMES D'ASSISTANCE**

Historiquement, on l'a dit, la sécurité sociale s'est développée autour de la notion de travail. Il s'agissait d'assurer une certaine protection sociale aux travailleurs et à leur famille.

La sécurité sociale a évolué. Elle a étendu la protection sociale à d'autres catégories de la population.

A côté des risques propres aux travailleurs (l'accident du travail, le chômage, la pension de retraite), la sécurité sociale prévoit des allocations sociales pour couvrir des risques étrangers au monde du travail.

Il s'agit des régimes de la sécurité sociale appelés « d'assistance », « non contributifs » et « résiduaire » : le revenu d'intégration sociale, l'aide financière des CPAS, les allocations pour personnes handicapées, les allocations familiales garanties, la garantie de revenu aux personnes âgées (GRAPA).

Régime d'assistance signifie que ces allocations sont versées aux personnes qui sont dans un état de besoin. Ce besoin doit être contrôlé par l'organisme compétent (CPAS ou SPF Sécurité sociale), qui vérifie les revenus de la personne, la composition de son ménage, etc.

On n'est plus dans une logique d'assurance où le travailleur cotise à la caisse de la sécu et bénéficie des allocations de chômage ou d'incapacité de travail le jour où il est exposé à un risque (perte d'emploi, accident ou maladie).

On est dans une logique où il faut prouver avoir besoin de ces allocations d'assistance.

Régime non contributif signifie que ces allocations ne sont pas versées aux personnes qui ont cotisé. Personne ne cotise pour financer le revenu d'intégration sociale, l'aide financière des CPAS ou les allocations pour personnes handicapées. Ces allocations sont financées par l'Etat avec ses propres sources de financement, à savoir essentiellement l'impôt (impôt des personnes physiques, impôt des sociétés, TVA, etc.).

Régime résiduaire signifie que ces allocations ne sont versées qu'à défaut d'autres revenus. N'ont droit à l'aide du CPAS ou de la Vierge Noire que les personnes qui n'ont pas droit à d'autres allocations sociales. Ces régimes sont subsidiaires par rapport aux autres, et leur objectif est d'assurer un revenu minimum vital à chacun.

Régime non contributif signifie que ces allocations ne sont pas versées aux personnes qui ont cotisé. Personne ne cotise pour financer le revenu d'intégration sociale, l'aide financière des CPAS ou les allocations pour personnes handicapées. Ces allocations sont financées par l'Etat avec ses propres sources de financement, à savoir essentiellement l'impôt (impôt des personnes physiques, impôt des sociétés, TVA, etc.).

Régime résiduaire signifie que ces allocations ne sont versées qu'à défaut d'autres revenus. N'ont droit à l'aide du CPAS ou de la Vierge Noire que les personnes qui n'ont pas droit à d'autres allocations sociales. Ces régimes sont subsidiaires par rapport aux autres, et leur objectif est d'assurer un revenu minimum vital à chacun.

Ces régimes d'assistance ont un coût que l'Etat supporte seul. C'est évidemment une de ses missions essentielles, et un mécanisme fondamental de redistribution des richesses vers les plus pauvres de la société. C'est donc un mécanisme de solidarité entre tous les citoyens.

Là où les branches traditionnelles de la sécurité sociale expriment une solidarité collective des travailleurs contre les risques professionnels, les régimes non contributifs expriment une solidarité sociale de l'ensemble de la population contre les aléas de la vie, et l'état de besoin qui peut frapper les plus faibles.

A suivre,

Philippe Versailles



## Hors cadre



**Un parcours d'artistes fait de rencontres...**  
Ces deux week-ends de mars 2014, nous participions au Parcours d'artistes : la bibliothèque de rue, l'atelier, le groupe des jeunes et le fil.  
Deux week-ends où nous avons dit au public notre vie, nos envies : nos **EN VIE**.

En vie, quand nous pouvons rêver

En vie, quand ces ateliers nous sont ouverts, où on peut dire et se dire

En vie, quand nous osons un autre monde plus juste

En vie, quand nous sommes près de nos familles

En vie, quand nos mains de travailleurs continuent d'être des mains de travailleurs

En vie, quand notre « chez-moi » est un « chez moi » convenable

En vie, quand nous sommes citoyens, et que nous réinventons notre monde avec une place pour chacun

## CA SE PASSE EN MAI ET EN JUIN 2014

AGORA : dialogue avec  
l'administration de l'aide à  
la jeunesse

Une délégation de militants se rend au  
Conseil communal de Namur

		Interjournal						
	L.	M.	M.	J.	V.	S.	D.	
				1	2	3	4	
MAI	5	6	7	8	9	10	11	
	12	13	14	15	16	17	18	
	19	20	21	22	23	24	25	
	26	27	28	29	30	31		
		Atelier famille à Namur			Rencontre entre les associations du suivi du RGP		Assemblée des militants à Rochefort	

Spectacle du groupe des jeunes

AGORA : dialogue avec l'administration de l'aide à la  
jeunesse

		Intersecteurs					
							01
JUIN	02	03	04	5	6	7	8
	9	10	11	12	13	14	15
	16	17	18	19	20	21	22
	23	24	25	26	27	28	29
	30						
		Une délégation de militants se rend au Conseil communal de Namur					

### ET SURTOUT...

**LES CAVES:** A Namur, les mardis 13 et 27 mai. A Andenne, les mardis 6 et 20 mai. A Noisieux, le lundi 19 mai. A Binche, le lundi 12 mai. A Fontaine, le vendredi 16 mai.

**LE GROUPE DES JEUNES** de Namur se retrouve les vendredis en mai à 19h. Le groupe des jeunes d'Andenne se retrouve le vendredi en mai à 18h.

**L'ATELIER :** à Andenne et à Namur les vendredis. **L'ATELIER LE FIL** se met en vacance.

**LES PERMANENCES :** vous accueillent le lundi et le jeudi à Andenne, le lundi et le jeudi à Namur. Le jeudi à Jemelle. Le vendredi à Fontaine.

**LE GROUPE DU SUIVI DU RAPPORT GENERAL SUR LA PAUVRETE** se voit tous les mercredis. Nous sommes également présents tous les mercredis aux Balances et à Peu d'Eau en **BIBLIOTHEQUE DE RUE** avec les enfants.

### PETITE NOUVELLE

"Marie-Louise LECLERC est arrière-grand-mère pour la 6ème fois d'une petit Mathys.

La maman est Stéphanie GODFROID, la petite-fille de Joseph.

Toutes nos félicitations aux parents et à l'arrière-grand-mère ! "



### « LA MAIN DANS LA MAIN » LE QUART MONDE EN MOUVEMENT

**ONT PARTICIPE À CE NUMERO**  
d'Andenne : l'équipe d'actualités andennaises  
de Ciney-Marche-Jemelle :  
Chantal, Fabien  
de Namur : Andrée, Cécile, Luc, Gwendoline  
et l'équipe de rédaction et d'envoi

### NOS ADRESSES DE CONTACT

A ANDENNE :  
L.S.T Andenne asbl - Tél. : 085/ 84.48.22  
Rue d'Horseilles, 26 – 53000 Andenne  
andenne@mouvement-lst.org

A CINEY-MARCHE :  
L.S.T Ciney-Marche - Tél. : 0476/862726  
Route de France, 5 – 5377 Baillonville  
ciney-marche@mouvement-lst.org

### PROVINCE DU HAINAUT:

Fabien Lardinois  
Rue de l'Esclopperie, 1-7040 Quévry-le-Grand  
Tél : 065/88.59.50 – 0479/28.90.57  
hainaut@mouvement-lst.org

### A NAMUR :

L.S.T Namur - Tél. : 081/22.15.12  
Rue Pépin, 27 - 5000 Namur  
namur@mouvement-lst.org

### A TUBIZE :

Claire Goethals - Tél. : 067/64.89.65  
Rue du Centre, 19 – 1460 Virginal  
tubize@mouvement-lst.org

**POUR PLUS D'INFORMATIONS**  
RETROUVEZ-NOUS SUR :  
[www.mouvement-lst.org](http://www.mouvement-lst.org)

### ABONNEMENT

Abonnement de soutien fixé à 15 euros/an  
Cpte : IBAN BE 670013 3858 9387  
de la Fédération Luttes Solidarités Travail  
27 rue Pépin – 5000 Namur

Tous les dons de plus 40 euros sont déductibles des impôts. Montant à verser sur le compte IBAN BE 23 2500 08303891. BIC : GEBABEBB. De Caritas Secours Francophone (Délégation de Namur-Luxembourg), avec comme mention : Projet n° 05/65 (LST) ou projet n° 178 (LST Andenne).

### AVEC LE SOUTIEN

de la Fédération Wallonie Bruxelles (Ministère de la Culture et des Affaires Sociales) et de la Région wallonne (Direction générale de l'économie et de l'emploi).

CHERS LECTEURS, N'HESITEZ PAS A NOUS CONTACTER. NOUS ATTENDONS VOS REMARQUES, VOS ARTICLES, UN PETIT COUP DE FIL... BONNE LECTURE !

LDLDM@MOUVEMENT-LST.ORG